

il se portait candidat au grand-pontificat (p. 322) : quand il sortit de sa maison, le matin de l'élection, on l'entendit s'écrier que, s'il ne réussissait pas, il n'en repasserait plus le seuil ¹.

¹ [Plutarch. *Cæs.*, 7. — *Vie de César*, 1, pp. 317-319.]

CHAPITRE VI

RETOUR DE POMPÉE. COALITION DES PRÉTENDANTS

Lorsque Pompée, sa mission accomplie en Orient, tourna ses regards du côté de sa patrie, il y vit le diadème pour la seconde fois sous sa main. Depuis longtemps la marche de la République la menait à la catastrophe : pour tout spectateur impartial, il devenait manifeste, et mille fois la prédiction s'était répétée, qu'au jour où le régime aristocratique prendrait fin, il ferait nécessairement place à la monarchie. Terrassé à la fois par l'opposition libérale, et par la dictature des armes, le Sénat expirait; et au début du nouvel ordre de choses, il ne s'agissait plus déjà que de la consécration des personnes nouvelles, des noms et des formes. Nettement indiqués d'ailleurs dans le mouvement mi-parti démocratique, mi-parti militaire, les événements des cinq dernières années avaient achevé le travail déjà ancien de la transformation politique. En Asie, dans ces provinces qui s'obstinaient à voir un Roi dans tout réorganisateur venu

Pompée
en Orient.

de Rome, qui le vénéraient à l'égal d'un successeur d'Alexandre, et traitaient en princes ses affranchis préférés, Pompée avait assis le fondement de sa prépotence : armée, trésor, auréole de gloire, il avait trouvé là tout ce dont avait besoin le futur monarque de Rome. Et dans la capitale même, les complots anarchiques, doublés de la guerre civile, faisaient cruellement sentir à quiconque avait le sens des affaires ou seulement le culte des intérêts matériels, combien un régime sans autorité, sans force armée à ses ordres, combien le régime sénatorial, en un mot, laissait l'État en butte à la tyrannie ridicule et cruelle tout ensemble des chevaliers d'industrie de la politique; et combien alors devenait inévitable la révolution constitutionnelle qui saurait associer l'épée au pouvoir civil : sans elle, la société ne pouvait plus se tenir debout ! Pendant qu'en Orient s'était constituée la puissance, le trône se dressait en Italie : selon toute apparence, l'année 692 allait être la dernière de la République, la première de la monarchie.

62 av. J.-C.

Les adversaires
du futur
monarque.

Pourtant, il fallait combattre encore avant de toucher au but. Une constitution, vieille de plus de cinq cents ans, de la ville obscure des bords du Tibre avait fait une prodigieuse et magnifique capitale; cette constitution avait plongé ses racines à des profondeurs inconnues, et l'on ne pouvait dire jusqu'à quelles couches sociales la tentative révolutionnaire aurait à enfoncer le soc. Dans la lice ouverte aux compétiteurs, Pompée les avait tous distancés : il ne les avait pas complètement vaincus. Il lui fallait prévoir la coalition de tous les éléments hostiles à sa nouvelle puissance : il allait avoir en face, et unis pour le renverser lui-même, Quintus Catulus et Marcus Caton à côté de Marcus Crassus, de Gaius César et de Titus Labienus. Quoi qu'il en soit, la lutte, pour être inévitable et sans nul doute sérieuse, ne pouvait pas s'entamer sous de meilleurs auspices. N'était-il pas tout-à-fait vraisemblable, que sous l'impression récente de la

révolte de Catilina, tout le parti du juste-milieu se rangerait derrière un pouvoir qui promettait l'ordre et la sécurité, fut-ce au prix des libertés publiques, que la foule des capitalistes, soucieuse uniquement de ses intérêts matériels, qu'une grande partie de l'aristocratie, politiquement désorganisée et sans espoir pour elle-même, accueillerait volontiers la transaction opportune qui leur garantirait, par la main du prince, la richesse, le rang et l'influence ? Enfin toute une fraction de la démocratie, affaissée sous le coup de récentes blessures, ne s'accommoderait-elle pas d'un chef militaire porté jusque sur le trône, aussitôt qu'elle en pourrait attendre la réalisation de bon nombre de ses vœux. Du reste, quel que fût l'état des partis, en général, tout n'allait-il point au moins dépendre de l'attitude des partis en Italie, tant au regard de Pompée que de ses légions victorieuses ? Vingt ans avant, quand il avait conclu avec Mithridate une paix jugée nécessaire, Sylla, revenant dans Rome, s'était vu en face de toute une immense faction libérale, armant depuis longtemps, englobant les aristocrates modérés, les spéculateurs aux opinions avancées et jusqu'aux anarchistes. Pourtant, avec ses cinq légions seules, il avait su faire une restauration qui allait contre le cours naturel des choses. Bien moins difficile était la tâche de Pompée. Il revenait, lui, ayant pleinement et consciencieusement accompli sur terre et sur mer les missions diverses dont il s'était chargé. Nulle opposition sérieuse à craindre, si ce n'est peut-être de la part des partis extrêmes, impuissants chacun pris en soi, et qui, s'ils se mettaient ensemble, n'étaient rien qu'une coalition de factions ardentes à se faire la guerre ou séparées par l'abîme. Cette opposition n'avait ni armes, ni armée, ni tête ; en Italie, nulle organisation : dans les provinces nul appui pour elle; et son général, elle avait à le chercher encore. Où trouver dans ses rangs un capitaine de renom, un officier assez osé pour appeler les citoyens

aux armes contre Pompée? Et puis, qu'on ne l'oublie pas, depuis soixante ans sans discontinuer, le volcan de la révolution avait jeté feu et flammes : il s'était épuisé dans ses embrasements et tendait visiblement à s'éteindre. Il était douteux qu'on eût aujourd'hui réussi à soulever les Italiens pour une cause et des intérêts, levier puissant hier encore dans les mains de Cinna et de Carbon. Que Pompée y fasse effort, et l'on assistera bientôt à un changement de régime, que la marche de la machine politique indique comme l'événement naturel, et en quelque sorte nécessaire.

Mission
de Népos
à Rome.
63 av. J.-C.

Pompée avait bien choisi son heure, lorsqu'il s'était fait envoyer en Orient : il sembla vouloir poursuivre sa voie. A l'automne de 694, *Quintus Métellus Népos* quitta le camp du proconsul et s'en vint à Rome briguer le tribunal, disant tout haut qu'une fois nommé, il préparerait la candidature de son général au consulat pour l'année 693, puis lui ferait déférer, par plébiscite exprès, le commandement de la guerre contre Catilina. L'agitation dans Rome était énorme. On ne pouvait douter que Népos n'agît sur instructions directes ou indirectes de son général. A vouloir ainsi rentrer en Italie à la tête de ses légions d'Asie, revêtu de l'*imperium* et exerçant le pouvoir suprême dans le civil et dans le militaire, celui-ci faisait manifestement un pas de plus sur la route du trône : l'envoi de Népos était comme l'annonce officielle de la monarchie.

Pompée en face
des partis.

Quelle conduite allaient tenir les deux grands partis politiques, devant de telles ouvertures? De là dépendait leur position à venir, et le sort du peuple romain. D'une autre part, l'accueil que rencontrerait Népos allait dépendre des rapports d'entre les partis et Pompée, rapports d'une nature toute particulière. En partant pour l'Orient, Pompée était le général de la démocratie. Ayant, certes, maints motifs d'en vouloir à César et aux amis de César, il n'en était point encore venu à la rupture ouverte. Je tiens

pour probable que loin des lieux et portant ailleurs tous ses soins, plus que malhabile aussi à prendre le vent dans les choses de la politique, il n'avait pas, jusqu'à cette heure, au moins, mesuré dans leur enchaînement et leur étendue, les trames ourdies contre lui par les démocrates : peut-être enfin du haut de sa superbe à courtes vues, voulait-il ignorer quel travail de taupe se faisait sous ses pas. Ajoutez à cela, que la démocratie, flatterie irrésistible pour un homme de ce caractère, prodiguait à toute heure au grand héros les témoignages extérieurs du respect; que la veille même, en 694, et spontanément, ainsi qu'il l'avait pour agréable, elle l'avait, par un plébiscite, surchargé d'honneurs et d'insignes glorieux (p. 304). N'y eût-il pas eu tout cela, encore y allait-il de son intérêt bien compris de rester, en apparence au moins, l'ami du parti populaire. Démocratie et monarchie se touchent par une affinité étroite; et au moment où la main du général se portait vers la couronne, il lui fallait comme par le passé se donner pour le champion des libertés. Donc, motifs personnels et motifs politiques, tout concourait, en dépit du passé, à maintenir l'alliance entre Pompée et les chefs de la démocratie. D'un autre côté, rien n'avait été fait pour combler l'abîme qui depuis son entrée dans le camp démocratique, le séparait des Syllaniens ses anciens amis. Sa querelle avec Métellus et Lucullus avait soulevé leurs coteries à la fois nombreuses et influentes. L'opposition mesquine du Sénat, d'autant plus irritante qu'elle se prenait à un homme tout composé de petitesesses, l'avait suivi dans tout le cours de ses campagnes. Il souffrait cruellement de ce que le Sénat n'avait rien fait pour honorer dignement en lui l'homme d'un extraordinaire génie, ou mieux, pour le récompenser extraordinairement. N'oublions pas non plus que l'aristocratie s'enivrait de sa victoire de la veille, que la démocratie se sentait humiliée, et qu'enfin la première ayant pour guide Caton, le plus follement entêté des hommes, la

63 av. J.-C.

démocratie, au contraire, obéissait à César, le plus souple meneur d'intrigue qui fût.

Rupture
de Pompée
et de
l'aristocratie.

On en était là, quand l'envoyé de Pompée arriva à Rome. L'aristocratie ne vit pas seulement une déclaration de guerre contre l'ordre établi dans les propositions dont il était porteur, elle les reçut ouvertement comme telles, et ne dissimula pas le moins du monde ses inquiétudes et sa mauvaise humeur. Dans le but exprès de les combattre, Marcus Caton se fit aussitôt élire tribun du peuple avec Népos, et repoussa brutalement les efforts géminés de Pompée qui voulait se rapprocher de lui. On le comprend, Népos alors se montra peu disposé à ménager les aristocrates; et il se rejeta d'autant plus volontiers du côté de leurs adversaires, que ceux-ci, dociles comme d'habitude, acceptèrent ce qu'ils ne pouvaient empêcher, et plutôôt que de les voir enlever par les armes, concédèrent amiablement et le généralat en Italie et le consulat. L'entente cordiale se manifesta bientôt. Népos (décembre 694) de concert avec les démocrates, inflige son blâme aux exécutions récentes votées par le Sénat, à des meurtres judiciaires attentatoires à la loi constitutionnelle; et Pompée, son seigneur et maître, pensait de même, lui qui, à la volumineuse apologie que Cicéron lui avait envoyée, n'avait voulu répondre que par un silence significatif¹. Au même moment César, ouvrant sa préture, demandait compte à Quintus Catulus des sommes par lui détournées, disait-on, à l'occasion de la reconstruction du temple capitolin, et en confiait l'achèvement à Pompée. Ce premier acte était un coup de partie. Catulus depuis seize ans déjà dirigeait les travaux, et semblait vouloir s'y perpétuer jusqu'à la fin de sa vie : en s'attaquant à des abus commis dans l'exercice d'un mandat public et que protégeait seule l'importance du personnage officiel, César élevait une

¹ [V. Cic. (*ad famil.*, V, 7) : lettre à Pompée, où il se plaint de ce silence.]

accusation pleinement fondée en même temps que grandement populaire. On suggérait à Pompée l'ambition d'effacer le nom de Catulus de dessus ces murs, monument le plus noble de la plus noble ville du monde, et d'y inscrire le sien à la place : chose par dessus tout convoitée, et chose nullement dommageable pour la démocratie, on lui conférait d'excessifs et vides honneurs. On le brouillait enfin avec l'aristocratie, laquelle à aucun prix ne pouvait laisser abattre son meilleur champion.

Népos apporta devant le peuple ses motions conçues dans l'intérêt de son général. Mais voici qu'au jour du vote, Caton et son ami et collègue *Quintus Minucius* opposent leur intercession. Népos n'en tient compte : il continue sa lecture : on en vient à une vraie mêlée. Caton et Minucius se jettent sur leur collègue et le contraignent à s'arrêter. Puis accourt une troupe armée qui le délivre, et qui chasse les aristocrates du Forum. Alors Caton et Minucius de revenir à la charge, accompagnés eux aussi d'hommes armés : ils restent maîtres du champ de bataille. Enhardi par cette victoire de ses partisans sur la faction adverse, le Sénat suspend de leur charge et Népos le tribun, et César le préteur (celui-ci avait appuyé la motion de tout son pouvoir). Leur destitution fut même proposée; Mais Caton s'opposa à une telle mesure, non point tant parce qu'elle était inconstitutionnelle que parce qu'elle était inopportune. César, d'ailleurs, sans se préoccuper de la suspension prononcée, continuait d'exercer sa charge, attendant que le Sénat employât contre lui la force. La foule, dès qu'elle sut ce qui se passait, s'attroupa devant sa maison, et lui offrit ses services : il ne tint qu'à lui de commencer aussitôt la guerre des rues, ou tout au moins de reprendre les propositions de Métellus Népos, et de faire donner à Pompée le commandement militaire d'Italie qu'il désirait tant. Mais comme il n'y allait point là de son intérêt, il invita la multitude à se disperser, après quoi le Sénat retira la sentence disciplinaire. Quant

à Népos, il avait quitté Rome, en se voyant suspendu, et s'embarquant pour l'Asie, il avait été dire à Pompée les tristes résultats de son ambassade¹.

Retour
de Pompée.

Les choses tournaient à souhait pour Pompée. Si le chemin du trône passait de toute nécessité par la guerre civile, l'incurable sottise de Caton donnait pour la commencer les meilleurs prétextes. Après la condamnation illégale des partisans de Catilina, après les violences inouïes commises contre un tribun du peuple, un Métellus Népos, il pouvait tirer le glaive contre l'aristocratie, se poser en défenseur du droit d'appel et de l'inviolabilité du tribunal, ces deux palladiums des libertés de la République romaine, et en même temps, soldat de la cause de l'ordre, marcher contre les bandes des Catilinaires. Il semblait impossible qu'il ne saisît point l'occasion, ou qu'il allât une seconde fois, et les yeux ouverts, se jeter dans le piège où il s'était pris en 684 en licenciant son armée, et d'où la loi Gabinia l'avait enfin tiré. Eh bien ! quand il n'avait plus qu'à prendre le bandeau royal et à le ceindre sur son front, quand il le convoitait de toute son âme, et le cœur et la main lui manquèrent à l'heure de l'action. Homme ordinaire en toutes choses, sauf dans ses ambitions, il se rêvait au-dessus de la loi, à la condition que son rêve s'accomplît sans avoir de sa personne abandonné le terrain légal. Déjà ses hésitations, en Asie même, faisaient pressentir sa conduite. Rien de plus facile, s'il l'eût voulu, que d'entrer, dès janvier 692, avec flotte et armée, dans le port de Brindes, et d'y recevoir Népos. Mais il s'attarda en Asie durant tout l'hiver (691-692), retard fâcheux et dont profita l'aristocratie. Elle poussa autant qu'elle put et précipita la guerre contre Catilina, et anéantit ses bandes : à quelle bonne raison maintenant recourir pour garder les légions qui rentrent en Italie ? Pour un homme d'un tel caractère,

¹ [V. sur tout cet épisode la *Vie de César*, I, p. 341-343.]

n'ayant foi ni en lui-même ni en son étoile, dans sa vie publique péniblement cramponné à la formalité légale, ayant besoin, pour agir, d'un prétexte presque plus encore que d'un droit, Catilina à détruire eût fait un lourd poids dans la balance. Et puis, Pompée se disait que même licenciés, ses soldats resteraient en quelque sorte sous sa main ; qu'en cas de besoin, il saurait, avant tout autre chef de parti, mettre une nouvelle armée en campagne : il se disait que la démocratie prosternée attendait son signal, que pour se défaire d'un sénat intraitable, il n'était pas besoin de l'épée, toutes raisons ayant du vrai et qui, avec cent autres de même genre, ne pouvaient que paraître plausibles à qui cherchait à se tromper soi-même. Et puis, au dernier moment, sa nature timide l'emportait. Il était de ces hommes qui sont capables d'un crime, et n'osent se montrer insoumis : d'outre en outre, il n'était qu'un soldat, dans le bon et dans le mauvais sens du mot. Aux grands esprits la loi s'impose comme une nécessité morale : pour les esprits médiocres elle n'est que la règle traditionnelle et quotidienne : c'est pour cela aussi que la discipline militaire, chez qui la loi, plus que partout ailleurs, se change en habitude, enserme les indécis comme en un lien magique. Que de fois n'a-t-on pas vu le soldat, préméditant l'insubordination contre son chef, rentrer de lui-même, et soumis, dans le rang, à la voix qui commande l'obéissance ? Ce sentiment, *Lafayette* et *Dumouriez* l'ont connu, quand à la dernière heure ils hésitèrent à trahir et manquèrent le succès ! Pompée ne sut pas s'y soustraire.

Quoi qu'il en soit, à l'automne de 692, il fait voile vers l'Italie ; et pendant que dans Rome tout se prépare pour la réception du nouveau monarque, voici qu'arrive la nouvelle, qu'à peine débarqué à Brindes, le général a congédié ses légions, et que, suivi de quelques hommes seulement, il s'est mis en route pour la capitale. S'il y a bonheur à pouvoir ramasser sans peine une couronne,

62 av. J.-C.

jamais, il faut le dire, le Destin n'avait autant fait pour un mortel que pour Pompée : mais à qui n'a pas le courage, les dieux prodiguent en vain leur faveur et leurs dons.

Pompée
de nouveau
annulé.

61 av. J.-C.

Les partis respirèrent. Pour la seconde fois, Pompée abdiquait : ses concurrents évincés pouvaient rentrer dans la lice, où, chose singulière, il allait lui-même se montrer de nouveau. En janvier (693), on le revit à Rome. Sa position était fautive, vacillante entre les partis, à ce point qu'on l'appelait *Gnæus Cicéron* par dérision. Il s'était brouillé avec tout le monde. Les anarchistes, en lui, voyaient un adversaire, les démocrates un ami incommode, Marcus Crassus un rival, la classe riche un protecteur douteux, les aristocrates un ennemi déclaré¹. Il était plus que jamais tout-puissant : sa clientèle militaire dispersée dans toute l'Italie, son influence dans les provinces, celles de l'est surtout, son renom de capitaine, ses énormes richesses, lui donnaient une importance à laquelle nulle autre ne se pouvait comparer. Pourtant au lieu de l'enthousiasme sur lequel il comptait, il ne rencontra qu'une réception froide; et plus froid encore fut l'accueil fait à ses demandes. Il réclamait pour lui-même, ainsi qu'il l'avait annoncé par la bouche de Népos, un second consulat, et naturellement aussi la confirmation de tous les arrangements réglés en Orient, enfin, l'accomplissement des promesses qu'il avait faites à ses soldats, à savoir, des assignations sur le domaine. A tout cela le Sénat répondit par une opposition systématique, fomentée principalement par les rancunes personnelles de Lucullus et de Métellus le Crétien, par la vieille jalousie de Crassus, et les absurdes cas de conscience de Caton. Le second consulat lui est nettement et sèchement refusé.

¹ Cicéron raconte l'impression produite sur le peuple par son premier discours (*ad Attic.* 1, 14) : « *Prima contio Pompei non jucunda miseris (la canaille), inanis improbis (les démocrates), beatis (les riches) non grata, bonis (les aristocrates) non gravis : itaque frigebat.* »

Déjà, quand il s'était mis en route, le Sénat avait rejeté sa première demande tendant au report de l'élection consulaire pour 693 jusqu'après son arrivée dans la ville : encore moins pouvait-il espérer un vote de dispenses l'affranchissant de la loi syllanienne qui portait l'interdiction des secondes candidatures (V, p. 365). En ce qui touche l'organisation provinciale, il désirait, cela va de soi, une approbation générale pure et simple : Lucullus fit décider qu'il serait délibéré et voté spécialement sur chacune des mesures prises. C'était ouvrir le champ à des tracasseries sans fin, et lui préparer mille petites défaites. Le Sénat ratifia en gros les promesses d'assignations à donner aux soldats de l'armée d'Asie : mais il en étendit le bénéfice aux légions crétoises de Métellus; et ce qui fut pis, l'exécution ne suivit pas, les caisses de la République étant vides, et les sénateurs ne voulant pas pour de telles largesses mettre la main sur les domaines disponibles. Pompée désespéra d'être jamais maître de l'opposition maligne, opiniâtre de la Curie : il se tourna du côté du peuple. Mais là encore il se fourvoya. Les chefs du parti démocratique, sans marcher ouvertement contre lui, avaient autre chose à faire que d'épouser ses intérêts : ils se tinrent à l'écart. Quant à ses instruments et à ses créatures, comme les consuls *Marcus Pupius Pison*, élu pour 693, et *Lucius Afranius*, élu pour 694, lesquels devaient leur nomination à son influence ou à son or, ils furent aussi malhabiles qu'inutiles. Un jour enfin, un tribun du peuple, *Lucius Flavius* ayant proposé, sous forme de loi agraire générale, les assignations de terre pour les vétérans Pompéiens, la motion, non appuyée par les démocrates, combattue publiquement par les aristocrates, ne réunit que la minorité des voix (commencement de 694). Pendant ce temps, Pompée jouait le démagogue, sans adresse et sans succès : sa considération y perdait, sans qu'il en vint à ses fins. Il s'était complètement enferré. Un de ses adversaires dé-

61 av. J.-C.

61. 60.

60.

peignait d'un mot sa situation politique : « Pompée, » s'écriait-il, « n'a souci que de garder silencieusement sa pauvre toge brodée (la toge triomphale!) »¹ S'irriter, bouder, était tout ce qu'il lui restait à faire!

César grandit.

Alors une autre combinaison s'offrit. Le chef du parti des démocrates avait su agir et mettre à profit les heures de calme politique qui avaient suivi le retour du général jusque-là tout puissant. Au moment où celui-ci quittait l'Asie, l'importance de César ne dépassait pas de beaucoup celle de Catilina, la veille : il n'était guère alors que le chef d'une faction dégénérant en un club de conspirateurs, il n'était guère qu'un homme perdu de dettes.

62 av. J.-C.

Depuis lors, au sortir de la préture (692), il avait été promu au gouvernement de l'Espagne ultérieure : grâce à sa position nouvelle il lui avait été possible et de satisfaire ses créanciers, et de préparer les fondements de sa gloire et de son influence militaires. Son vieil ami et allié Crassus, espérant retrouver en lui, contre Pompée, le point d'appui qu'il avait perdu en la personne de Pison (p. 329), s'était laissé gagner; et avant même qu'il partît pour sa province, il l'avait allégé du fardeau de ses dettes les plus criardes. Enfin, durant son court séjour en Espagne, César avait énergiquement travaillé à sa fortune future. On le vit revenir, en 694, ses coffres pleins, salué

60.

Imperator, ayant des titres sérieux aux honneurs du triomphe, et briguant le consulat pour l'année suivante : mais comme le Sénat lui refusait l'autorisation de poser, absent, sa candidature, il renonça au triomphe sans nulle hésitation². Depuis bien des années, la démocratie avait lutté pour porter l'un des siens à la fonction suprême : de là, à mettre la main sur le pouvoir militaire, il n'y

¹ [*Togulam illam pictam silentio tuetur suam.* — Cic. *ad Attic.* I, 18. Toute cette lettre est extrêmement curieuse.]

² [L'*imperator* victorieux et appelé au triomphe devait rester hors de Rome jusqu'au jour fixé. — V. *Histoire de César*, I, p. 363. — V. *infra*, ch. VII, le résumé des campagnes de César en Espagne durant sa propréture.]

aurait eu qu'un pas à franchir. Depuis longues années les hommes clairvoyants, dans tous les partis, constataient qu'il n'était point donné à l'agitation civile de terminer la lutte, et que l'épée seule trancherait tout. D'une autre part la coalition des démocrates et des principaux chefs d'armée, si elle avait mis fin à la suprématie du Sénat, n'aboutissait jamais qu'à l'inexorable issue, la subordination complète de l'élément populaire à l'élément militaire. Si le parti voulait être le maître, il lui fallait donc, non pas s'allier aux généraux appartenant à l'autre camp et hostiles, mais faire ses propres chefs généraux. Les tentatives avortées de Catilina n'avaient point eu d'autre but : ailleurs et sans plus de succès, on avait été chercher une position militaire en Espagne, en Égypte. Aujourd'hui enfin, l'occasion s'offrait d'assurer à l'homme le plus considérable du parti, et cela, par les moyens ordinaires et constitutionnels, le consulat avec la province consulaire, de fonder, à proprement dire, la dynastie démocratique, et de s'affranchir de Pompée, allié à la fois équivoque et dangereux.

Mais, plus il importait au parti d'entrer dans cette voie (elle n'était point tant l'issue la meilleure que l'issue unique) avec de sérieuses perspectives de succès, plus il fallait s'attendre à la résistance acharnée des adversaires. Quels adversaires allait-on avoir devant soi? Toute la question était là. L'aristocratie, laissée à elle-même, n'était point redoutable : mais on avait vu, par la chute de Catilina, ce qu'elle pouvait faire encore, dès qu'elle avait l'appui plus ou moins déclaré des hommes voués aux intérêts matériels, et des partisans de Pompée. Elle avait su maintes fois déjouer la candidature consulaire de Catilina : on pouvait être sûr qu'elle tenterait la même chose à l'égard de César. Que si celui-ci l'emportait, son élection n'était point encore le gain de la partie. Il lui fallait tout au moins plusieurs années d'un commandement actif, exercé sans obstacles, hors de l'Italie, pour

Seconde coalition entre Pompée, César et Crassus.

71. 70 av. J.-C.

se créer une forte position militaire; et la noblesse, durant ces temps préparatoires, n'allait-elle pas recourir à tous les moyens pour contrecarrer ses plans? Comment donc faire pour isoler l'aristocratie ainsi qu'en 683 et 684 (p. 244)? Une idée s'offrait naturellement : celle d'une alliance nouvelle, solidement fondée sur l'intérêt de chacun, entre les démocrates avec Crassus leur allié, d'un côté, et Pompée avec la haute finance, de l'autre? Mais pour Pompée, c'était le suicide qu'une telle alliance. Son ascendant politique tenait à ce que, seul parmi les chefs de parti, il disposait des légions dans une certaine mesure, et même après leur licenciement. La démocratie ne tendait à rien moins qu'à lui ôter la prépondérance, à lui créer un rival, en mettant son chef à côté de lui. Jamais, sans doute il ne se prêterait à la combinaison, et bien moins encore dès qu'il s'agirait de pousser de ses mains au généralat ce César, qui, simple agitateur de la rue, lui avait suscité jadis tant d'embarras, et qui tout récemment, en Espagne, avait fourni les preuves les plus éclatantes de sa capacité militaire. Et cependant, en butte tous les jours à l'opposition chicanière du Sénat, placé en face de la multitude à laquelle il demeurait indifférent, lui et ses convoitises, Pompée se voyait dans la situation la plus difficile, la plus humiliante, au regard de ses anciens soldats surtout. Son caractère étant donné, le tirer de peine, c'était mettre à coup sûr la main sur lui, et le gagner à la coalition. Quant au soi-disant parti des chevaliers, on le retrouvait toujours là où était la puissance : il allait de soi qu'on n'aurait point longtemps à l'attendre, aussitôt que la nouvelle alliance entre Pompée et la démocratie se manifesterait au plein jour. Ajoutons qu'à cette heure même, les rigueurs, louables d'ailleurs, de Caton contre les publicains, avaient de nouveau brouillé la haute finance avec le Sénat.

60.

Ainsi fut conclue la seconde coalition, au cours de l'été de 694. On assurait à César le consulat pour l'année sui-

Révolution
dans la fortune
de César.

vante, et ensuite le proconsulat. Pompée obtenait la ratification de ses ordonnances d'Orient, et la réalisation des assignations foncières promises à l'armée d'Asie : les chevaliers s'engageaient à procurer à César, par le vote populaire, ce que le Sénat lui avait refusé : enfin Crassus, l'inévitable Crassus, allait au moins prendre place dans l'alliance, sans profits spéciaux pour une adhésion qu'il ne pouvait, en tout état, refuser. Ainsi, les mêmes éléments, et presque les mêmes personnes, qui s'étaient coalisés dans l'automne de 683, pactisaient encore ensemble en 684 : mais quelle différence dans la situation respective des alliés ! Jadis, la démocratie n'était rien de plus qu'un parti politique, les alliés qu'elle avait restant chacun à la tête de leurs armées victorieuses : aujourd'hui, elle a pour chef un homme couronné par la victoire, acclamé, lui aussi, *imperator*, et qui porte dans sa tête les plus vastes projets de conquête militaire : les alliés qui se donnent à elle, au contraire, ne sont plus que des généraux sans armée. Jadis, la démocratie l'emportait dans toutes les questions de principe, mais elle l'emportait au prix des fonctions suprêmes qu'elle abandonnait aux autres coalisés : aujourd'hui, devenue plus pratique, elle garde pour elle-même les pouvoirs civils et militaires, et ne fait aux généraux que des concessions toutes secondaires. Chose remarquable ! Pompée, l'on s'en souvient, avait voulu être une seconde fois consul : de son ambition il ne fut plus tenu compte. Jadis la démocratie s'abandonnait à ses alliés : aujourd'hui ses alliés dépendent d'elle. Toutes les situations sont respectueusement changées, et par dessus tout le caractère de la démocratie elle-même. Assurément du jour où elle était née, elle avait recélé dans ses flancs le germe de la monarchie : mais l'idéal de constitution entrevu par les meilleures têtes du parti en image plus ou moins distincte, c'était toujours la République purement civile, le système politique à la façon de *Périclès*, où le pouvoir du prince

71 av. J.-C.

70.